

SOCIÉTÉ UN SONDAGE A ÉTÉ COMMANDÉ PAR UN AVOCAT GRENOBLOIS

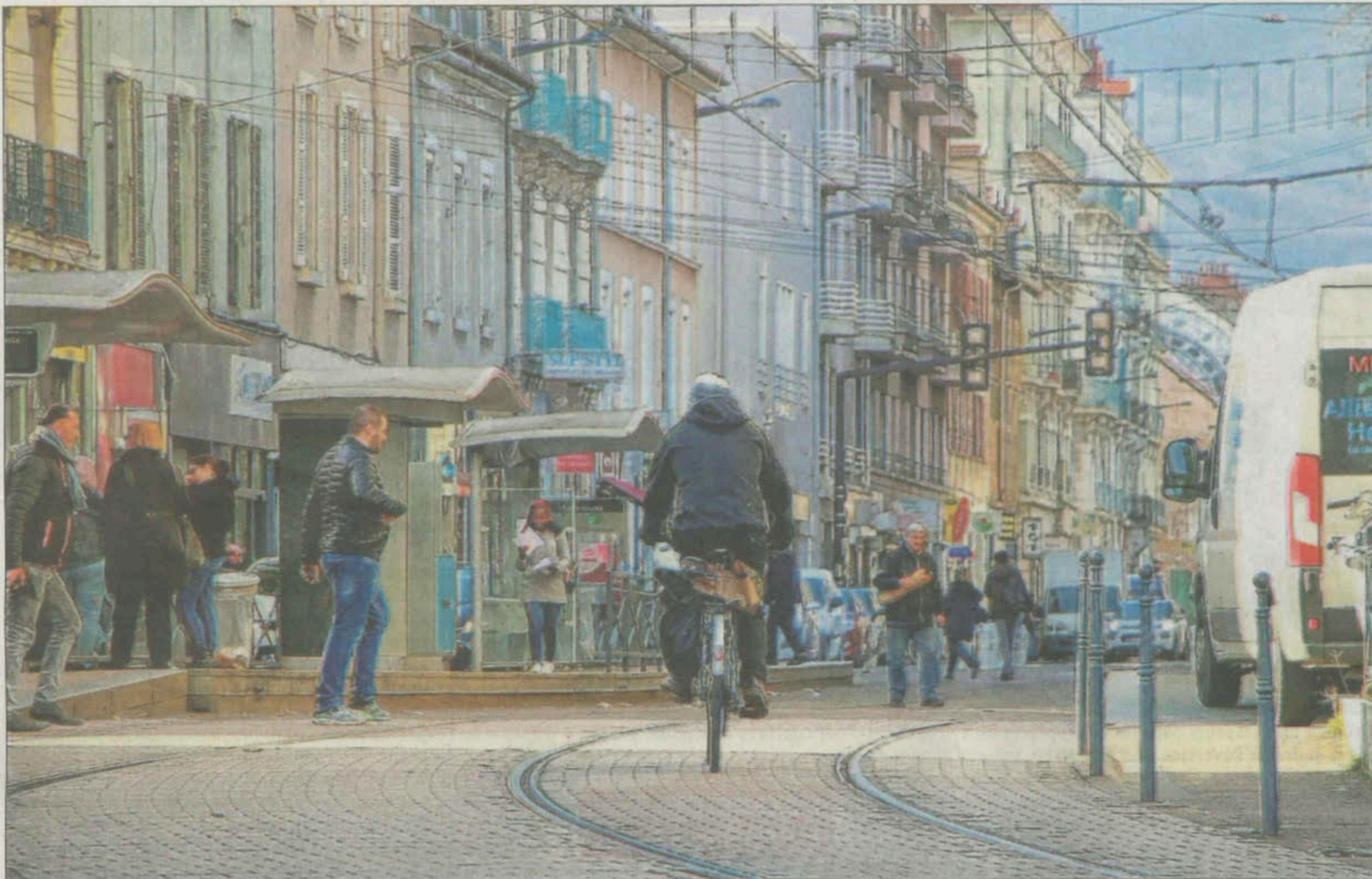
INSÉCURITÉ

Ce que ressentent les Grenoblois



Une enquête, commandée par Me Hervé Gerbi, un avocat grenoblois spécialisé dans l'aide aux victimes, tente de mettre des chiffres sur le sentiment d'insécurité à Grenoble. Le sondage montre que 50 % des habitants disent vivre en sécurité. En revanche, 47 % d'entre eux pensent l'inverse. Photo Le DL/Jean-Benoît VIGNY

Un Grenoblois sur deux dit se sentir en insécurité



Ce sondage a été réalisé entre le 7 et le 11 septembre 2020 auprès de 1 008 Grenoblois âgés de 18 ans et plus. Photo Le DL/Jean-Benoît VIGNY

Une enquête, commandée par Me Hervé Gerbi, un avocat grenoblois spécialisé dans l'aide aux victimes, tente de mettre des chiffres sur le sentiment d'insécurité à Grenoble.

« J suis Grenoblois. J'habite à Grenoble. Mon cabinet, avec une dizaine de collaborateurs, est un acteur économique de la ville. Et nous sommes spécialisés dans l'aide aux victimes. » Voilà comment Me Hervé Gerbi explique son initiative. Celle de confier au cabinet ViaVoice une étude sur la sécurité à Grenoble.

Intitulée "Perceptions et vécu des habitants", ce sondage a été réalisé entre le 7 et le 11 septembre 2020 auprès de 1 008 Grenoblois âgés de 18 ans et plus. « La question de la sécurité agite Grenoble depuis longtemps. C'est devenu un enjeu électoral. Mais nous ne voulions pas que cette étude soit faite en période électorale », explique Me Hervé Gerbi, un avocat qui se décrit comme « intéressé par la chose publique » et qui avait été, en 2007, suppléant de la candidate UMP Nathalie Béranger aux législatives.

Un commanditaire qui sort donc de l'ombre le jour où le maire de Grenoble Éric Piolle rencontre le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, et alors que cette enquête commençait à nourrir les spéculations les plus farfelues quant à son origine.

« Les chiffres des plaintes sont donc en deçà de la réalité »

« La question de la délinquance à Grenoble est revenue sur le devant de la scène à l'occasion de la vidéo tournée dans le quartier Mistral. Chacun a pris son positionnement institutionnel. Mais au-delà de ces postures politiques, ce qui m'intéressait, c'était de savoir comment les Grenoblois vivent la sécurité. Nous ne sommes pas sur une analyse statistique des chiffres de la délinquance, mais sur la perception de la sécurité par les Grenoblois dans leur ville. Si vous vous faites insulter ou bousculer dans la rue, vous n'allez pas déposer plainte. Les chiffres des plaintes sont donc en deçà de la réalité. La zone noire entre les faits enregistrés et les événements réellement vécus par les Grenoblois et qui génèrent

de l'insécurité est relativement importante », analyse Me Gerbi.

« Ce que je voulais, c'était avoir des données brutes pour Grenoble. Le débat, c'est le rôle des acteurs locaux », explique l'avocat grenoblois. Des données qui ne permettent pas de comparer Grenoble à d'autres villes, « aucune étude de "victimation" n'ayant été publiée pour d'autres communes », affirme Me Gerbi. Seule l'étude de l'Insee "Cadre de vie et sécurité" qui permet d'avoir une vue générale du sentiment d'insécurité en France, avance qu'en 2019, 11 % des personnes âgées de 14 ans déclaraient se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité dans leur quartier ou leur village, et 8 % avaient ce sentiment à leur domicile.

Pour Me Gerbi, l'enquête de ViaVoice réalisée à sa demande est « un état des lieux ». « Aux décideurs de s'en saisir », ajoute-t-il. Des décideurs qui découvrent l'existence de cette étude et ses résultats ce matin parce que, comme le précise Me Gerbi : « Je voulais que les Grenoblois soient les premiers à en avoir connaissance. »

Benoît BOUY

Les chiffres de l'enquête

► 79 % des personnes interrogées estiment que la sécurité est un enjeu prioritaire. 47 % des sondés disent se sentir "en insécurité". Un chiffre qui monte à 53 % chez les femmes contre 40 % chez les hommes. Et à 59 % chez les ouvriers ou employés quand 66 % des cadres se disent en sécurité. « Je pense que c'est majoritairement lié à l'habitat, mais c'est aussi la représentation que peuvent se faire les différentes catégories socioprofessionnelles des priorités dans leur ville », analyse Me Hervé Gerbi.

► 42 % des Grenoblois interrogés disent avoir été victimes, au cours des trois dernières années, d'un acte de délinquance.

► Par ailleurs, pour 9 % des sondés, la sécurité est prioritairement la responsabilité du gouvernement. Pour 20 %, c'est la responsabilité du maire, et pour 68 % des Grenoblois interrogés, elle est de la responsabilité conjointe du gouvernement et du maire.

► 57 % des sondés estiment que la police municipale est insuffisamment visible à Grenoble. 82 % des sondés se déclarent favorables à un renforcement des effectifs de police municipale. 54 % se disent favorables à l'armement des policiers municipaux. Un chiffre qui grimpe à 65 % chez les plus de 65 ans. Parmi les sondés favorables à l'armement des policiers municipaux, 34 % ne sont pas favorables à un équipement en arme létale.

► 72 % se disent favorables au développement de la vidéoprotection.

Le commanditaire de cette étude, Me Hervé Gerbi réagit : « Nous voyons qu'un Grenoblois sur deux se sent en insécurité, je pensais qu'on se situerait plutôt à 40 %. Et je pensais que les Grenoblois favorables à l'armement de la police municipale seraient plus nombreux. La police armée jusqu'aux dents, ils sont... »



Me Hervé Gerbi présente l'étude qu'il a commandée.

Photo Le DL/Benoît BOUY

